

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir_corruption@hotmail.com

GESTION DE FORTUNE TRANSFRONTALIÈRE ET ÉVASION FISCALE

Ultimatum de Washington à la Suisse

Fuite des capitaux, évasion fiscale, détournements d'avoirs transférés à l'étranger, blanchiment d'argent, commissions et rétro-commissions, explosions des paradis fiscaux et impuissance des pays du G8, opacité et pratiques illégales des grandes banques internationales : la mondialisation a fait le lit d'un néolibéralisme sauvage qui a lui-même engendré toutes sortes de crimes financiers et économiques. Est venu le temps de la «démondialisation»...

Les autorités américaines ont donné jusqu'à mardi 6 septembre à la Suisse pour transmettre les données bancaires de fraudeurs du fisc aux Etats-Unis qui auraient dissimulé leurs avoirs dans la Confédération, a rapporté dimanche 4 septembre 2011 le journal helvétique *Sonntags Zeitung*. Les Etats-Unis ont demandé des informations détaillées sur leurs ressortissants ayant caché leur argent en Suisse et ont exigé d'obtenir d'ici à mardi des données de la deuxième banque helvétique Crédit Suisse, selon le journal, qui se fonde sur une lettre de trois pages du vice-ministre américain de la Justice datée du 31 août 2011 et adressée aux autorités suisses. Selon ce document, M. Cole demande des données en nombre «important» et de façon «rapide».

Une dizaine de banques concernées

Hormis Crédit Suisse, une dizaine d'autres banques helvétiques sont concernées par cette affaire, notamment Julius Bär, Wegelin, la Banque cantonale de Zurich et la Banque cantonale de



Photo : DR

Bâle, selon le journal dominical. Les autorités américaines exigent l'ensemble des données concernant les clients privés et les fondations américains ayant déposé au moins 50 000 dollars (environ 35 000 euros) en Suisse sur une période allant de 2002 à juillet 2010. Cette nouvelle demande des autorités américaines rappelle le sort qu'avait subi la première banque suisse UBS (Union des banques suisses), laquelle avait été obligée de divulguer aux autorités américaines les noms de 4 450 clients américains auxquels elle avait offert de cacher des fonds au fisc. L'établissement avait également payé une amende de 780 millions de dollars, évitant ainsi de perdre sa licence bancaire aux Etats-Unis.

Selon un banquier anonyme cité par le *Sonntags Zeitung*, les banques helvétiques pourraient régler une amende d'environ 2 milliards de francs suisses (1,78 milliard d'euros) pour solder cette nouvelle affaire d'évasion fiscale. En avril dernier, le groupe Julius

Baer avait conclu un accord à l'amiable avec les autorités allemandes concernant un litige sur l'évasion fiscale en payant une amende de 50 millions d'euros. La banque privée suisse Wegelin a quant à elle décidé de se séparer de ses clients américains en raison de la nouvelle réglementation fiscale en préparation aux Etats-Unis qui rend, selon elle, le suivi de ces clients non rentable.

Pourquoi l'Algérie ne ferait pas de même ?

Et si pour une fois le gouvernement algérien, prenant son courage à deux mains — puisqu'il affiche sa volonté de lutter contre l'évasion fiscale et la fuite des capitaux —, demandait à son tour à la banque UBS de lui donner la liste de ses clients algériens détenant des comptes secrets ayant échappé au fisc en Suisse avec la complicité de cette banque ?

La demande américaine ayant créé un précédent, UBS ne pourrait que donner une suite favorable à l'éventuelle demande des

autorités algériennes. Ces dernières ont fait beaucoup de bruit il y a deux ans en annonçant la mise en place d'ici la fin 2009 — via le ministère des Finances et la direction générale des Impôts, d'un service spécialement réservé à l'investigation contre les évasions fiscales. Quel est le premier bilan ? Et s'il y a un bilan, pourquoi ne pas le rendre public ? Les démarches peuvent d'ores et déjà être entreprises en direction de la Suisse pour demander cette liste de citoyens algériens détenant des comptes bancaires secrets à UBS, comptes dont les montants n'auraient pas été déclarés aux impôts suisses. Pour rappel — voir *Le Soir d'Algérie* des 2 et 23 février 2009 (<www.lesoirdalgerie.com>) —, une convention entre la Suisse et l'Algérie en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune avait été signée à Alger le 3 juin 2006, par les représentants gouvernementaux de ces deux pays. Un décret signé par le président Bouteflika, portant ratification de cette convention, a été publié au *Journal officiel* n°4 du 18 janvier 2009. Au-delà des motivations et des non-dits qui ont prévalu dans

le choix de la date de cette ratification, les effets et les conséquences sont désastreux, notamment en pleine crise financière mondiale et au moment où nombre de gouvernements prennent des mesures pour lutter contre les fraudes et les évasions fiscales en tous genres. Dans l'article du 2 février, nous avons posé les questions suivantes : Pourquoi cette convention bilatérale ? Pourquoi maintenant ? Pourquoi avec la Suisse et au profit d'une minorité de privilégiés algériens, les «fortunés et gros contribuables» ? Quelle est l'origine de ces fortunes et comment se sont-elles constituées ? Nous pouvons affirmer sans risque de nous tromper qu'un des objectifs de cette scandaleuse convention est aussi de protéger les avoirs en Suisse d'un certain nombre de dignitaires algériens, à la retraite et en activité. Si l'Algérie avait eu un gouvernement responsable, patriote et soucieux de la préservation de l'argent des contribuables, non seulement cette convention avec la Suisse contre la double imposition n'aurait jamais été signée, mais il ferait la même chose que le gouvernement d'Obama : exiger à UBS (Union des banques suisses) et aux autres banques suisses la liste des citoyens algériens ayant des comptes bancaires secrets en Suisse et ayant échappé au fisc, et demander des informations à ce sujet. La liste est longue, elle est déjà plus ou moins connue dans les milieux initiés, mais elle pourrait réserver quelques surprises. En attendant, il est opportun et urgent de geler la convention algéro-suisse d'évitement de la double imposition, ou à défaut de gel, actualiser et amender cette convention à la lumière des recommandations de l'OCDE en matière de diffusion de l'information bancaire, de lutte contre l'évasion fiscale, et de transparence dans la gestion des fortunes transfrontalières.

Djilali Hadjadj

Le président de l'Union mondiale des banquiers arabes appelle à la lutte contre le blanchiment d'argent

Le président de l'Union mondiale des banquiers arabes et président de l'Association des banques libanaises (ABL), Joseph Torbey, a dénoncé le 7 septembre 2011 les pratiques de blanchiment d'argent. Dans le cadre d'un salon organisé par l'Union sur les moyens de lutte contre cette forme de délit, il a insisté sur la nécessité de combattre ce fléau qui peut «déstabiliser des régimes en entier».

Il a mis en évidence le danger des moyens utilisés dans le blanchiment d'argent, à savoir les mécanismes de corruption et de paiement de pots-de-vin, invitant les responsables à rejoindre les réseaux mondiaux de lutte contre la corruption

et le blanchiment d'argent. Parallèlement, il a évoqué à cette occasion le plan mis en place par les Etats-Unis pour lutter contre l'évasion fiscale à l'échelle mondiale. Conformément à ce plan, qui implique le vote d'une nouvelle loi dès 2013, les instituts financiers étrangers seront tenus de dévoiler aux autorités fiscales américaines leurs relations bancaires avec des contribuables américains. Le règlement fiscal concernant les instituts financiers étrangers est fixé dans le «Foreign account tax compliance Act» (Fatca), et fait partie intégrante de la loi contre le chômage, approuvée en mars 2010 par le Sénat américain.

D. H.

20 000 personnes marchent contre la corruption à Brasilia

«La marche contre la corruption [du 7 septembre] a attiré à Brasília plus de 20 000 personnes», annonce le grand quotidien de Rio. Cette manifesta-

tion s'est déroulée en marge du défilé militaire marquant le 179^e anniversaire de l'indépendance du Brésil. Ce mouvement de protestation avait été convoqué

sur Internet par l'intermédiaire des réseaux sociaux. Dilma Rousseff, la présidente du pays, a réitéré son engagement de lutter contre la corruption.

PALMARÈS DE LA FRAUDE Qui, parmi les Européens, planque les avoirs les plus élevés en Suisse ?

Réponse : Delon les chiffres des autorités bancaires suisses, les très civiques Allemands, avec 169 milliards d'euros.

Suivis par les Italiens avec 163 milliards. Les Français arrivent en troisième position, avec 80 milliards. Soit deux fois moins que les Allemands. Il n'y a plus qu'en matière de déficit budgétaire et de dette que Berlin donne des leçons à Paris.

**MÉCANISME D'ÉVALUATION
PAR LES PAIRS (MAEP)
L'Algérie remettra
son deuxième rapport d'étape sur
la gouvernance à l'Union africaine,
en janvier 2012**

L'Algérie remettra son deuxième rapport d'étape sur la gouvernance en janvier 2012 à l'Union Africaine (UA), à travers son mécanisme d'évaluation par les pairs (MAEP). Pour rappel l'Algérie avait remis son rapport sur la gouvernance, en 2008 et un rapport d'étape, en 2009, relatif à la mise en œuvre des engagements pris dans le rapport d'évaluation remis à l'UA.